

La Gazette des Comores

Paraît tous
les jours sauf
les week-end

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

24^{ème} année - N° 4498 - Mercredi 08 Novembre 2023 - Prix : 200 Fc

PRÉSIDENTIELLE 2024 :

Fahmi Said Ibrahim s'aligne derrière le candidat Juwa



Une dizaine de jours après la primaire du parti Juwa à laquelle il était candidat, l'avocat Fahmi Said Ibrahim met fin au suspense et annonce se rallier au gagnant Salim Issa Abdillah.

midi, l'ancien ministre des affaires étrangères Fahmi Said Ibrahim a fait une déclaration dans laquelle il a annoncé son soutien à Salim Issa Abdillah, candidat désigné par le parti Juwa à l'issue de la primaire du 29 octobre, pour la présidentielle de janvier 2024.

C'est la fin d'un suspense entretenu pendant dix jours. Hier dans l'après-

LIRE SUITE PAGE 3

CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COP28)
Dubaï accueille la COP 28
du 30 novembre au
12 décembre

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

24 Rabioul Thani 1445
Prières aux heures officielles
Du 06 au 10 Novembre 2023

Lever du soleil:

05h 33mn

Coucher du soleil:

18h 08mn

Fadjr : 04h 20mn

Dhouhr : 11h 54mn

Ansr : 15h 23mn

Maghrib: 18h 11mn

Incha: 19h 25mn



Le dernier comité de pilotage du projet « renforcement de la résilience des Comores aux risques de catastrophes liés au climat et à la variabilité climatique » s'est tenu ce mardi 7 novembre à la direction générale de la sécurité civile. C'était l'occasion pour discuter notamment des réalisations, des défis et des enseignements tirés de ce projet essentiel pour le pays.

Le changement climatique est devenu une réalité irréfragable, et ses conséquences multidimensionnelles exigent de bien appréhender l'ampleur de la tâche, des actions et des initiatives à mener pour effectivement y faire face. C'est dans ce sens que le projet « renforcement de la résilience des Comores aux risques des catastrophes liés au climat et à la variabilité climatique » a été mis en place pour apporter des solutions à certains de ses problèmes. Ce mardi, le dernier comité de pilotage a eu lieu et c'était l'occasion de faire le point de ce qui a été fait, les défis et des enseignements tirés de ce projet essentiel pour le pays.

« Grâce à la collaboration fructueuse entre les différentes parties prenantes de ce projet, notamment la DGSC, la DGEF, l'OVK, la DTM, l'Université des Comores, les

GESTION DES CATASTROPHES :

Des résultats encourageants pour le projet RRC



CRDE et les communautés vulnérables aux aléas naturels et climatiques, les interventions menées par ce projet ont permis de renforcer les capacités nationales et insulaires pour la prévention, la préparation et la réponse aux catastrophes », avance Snehal Sonehi, le représentant résident du PNUD aux Comores. Ce dernier a parlé du renforcement des capacités techniques et opérationnelles pour la préparation et la réponse aux situations d'urgence

liées aux désastres, du renforcement des capacités techniques et technologiques de l'Observatoire volcanologique du Karthala (OVK) de manière à garantir une surveillance des activités du volcan Karthala, du renforcement des capacités techniques et technologiques de la Direction Technique de la Météorologie (DTM) pour collecter les données météorologiques et le développement de produits d'alertes précoces, du reboisement dans les

zones dégradées exposées aux glissements de terrain et aux fortes pluies afin de réduire les risques des catastrophes et accroître la couverture végétale et la mise en place d'un programme de Master en gestion des risques de catastrophes à l'Université des Comores.

Selon lui, le défi majeur de ce projet a été de déployer l'agilité nécessaire pour apporter des réponses pertinentes aux situations inédites induites par le passage du Cyclone Kenneth en 2019 et la crise de la COVID-19 en 2020. « Il a fallu notamment garder le cap sur les interventions prioritaires du PNUD en matière de réduction de la pauvreté, de gouvernance, de gestion de l'environnement, de lutte contre les changements climatiques et d'égalité hommes/femmes ; et ce dans la perspective fondamentale de ne laisser personne pour compte », précise-t-il.

Selon le ministre de l'intérieur, il est important de noter que des défis subsistent, malgré les résultats encourageants enregistrés par le projet qui a démarré en 2018. « Etant un Petit Etat Insulaire en

Développement, les catastrophes continuent de menacer la sécurité et le bien-être de nombreuses personnes dans le pays, et nous devons maintenir nos efforts pour renforcer la préparation et la résilience de nos communautés », dit-il. Le ministre a souligné par ailleurs que les enseignements tirés de ce projet sont précieux et guideront le pays dans la conception et la mise en œuvre de futurs programmes visant à renforcer la gestion des risques des catastrophes, pour bâtir un avenir plus sûr pour nos communautés.

Dans ce sens, le PNUD réaffirme leur engagement à accompagner le gouvernement comorien dans le domaine de la gestion des risques des catastrophes et à consolider les acquis de ce projet. C'est dans cette perspective qu'en partenariat avec la DGSC, ils sont en train de développer un nouveau programme sur la résilience des communautés face aux aléas climatiques, pour la mobilisation des ressources auprès des fonds verticaux.

Andjouza Abouheir

SANTÉ PUBLIQUE À MOHÉLI

Les agents de santé et mères leaders formés en technique d'animation

Le Ministère de la santé à travers le projet COMPASS renforce la capacité des agents de santé communautaire (ASC) et mères leaders en technique d'animation en matière de pratiques familiales essentielles et stimulation précoce de la petite enfance. Un atelier de 4 jours a eu lieu à la salle multifonctionnelle de Fomboni pour cet objectif.

25 personnes constituées des ASC et des mères leaders ont bénéficié d'une formation de 4 jours du mardi 31 octobre au vendredi 3 novembre à la salle multifonctionnelle sur les techniques d'animation en matière de pratiques familiales essentielles et stimulation précoce de la petite enfance.

L'objectif c'est de renforcer les compétences des ASC et des mères leaders en technique d'animation en matière de pratiques familiales essentielles et stimulation précoce de la petite enfance.

« Nous avons fait cette formation parce que ces agents et ces mères leaders avec qui nous travaillons régulièrement sur le terrain pour améliorer la santé de la petite enfance et de la santé communautaire ont besoin de plus de formation pour que la communauté adhère activement à ces informations qu'ils véhiculent dans le village » explique Ibrahim Salim responsable de communication chargé de la santé communautaire et développement de la petite enfance au niveau de la communauté du projet COMPASS. « Au fur et

à mesure que nous travaillons avec eux, nous les formons, nous les suivons, nous les supervisons ».

Différentes techniques d'animation ont été fournies à ces agents, ces acteurs communautaires pour qu'ils puissent à long terme améliorer et renforcer l'adhésion de la population dans les pratiques en matière de comportement pour qu'à la longue l'on puisse avoir, selon ces techniciens, des enfants bien nourris, en bonne santé et éveillés et des parents éveillés aussi et responsables.

C'est un projet du Ministère de la santé sous financement de la Banque mondiale dans le cadre du projet COMPASS. « Je lance un appel à toutes les communautés dans nos villages de faciliter le travail de ces agents de santé, d'adhérer à leurs



messages qu'ils donnent pour qu'ensemble nous puissions améliorer la santé de la mère, de l'enfant, améliorer le développement de la petite enfance et en général la santé de la famille et de la communauté » dira Ibrahim Salim. C'est une formation qui va se poursuivre pour que les 65 ASC et 69 mères leader à Mohéli

puissent en bénéficier. Pour le point focal CREC (communication de risque et l'engagement communautaire) Yachim Attoumane « la formation s'est bien passée car le formateur était très explicite et nous espérons pouvoir mettre en pratique les techniques acquises ».

Riwad

ELECTIONS DES GOUVERNEURS

Qui est Docteur Zaidou ?



Investi candidat au poste de gouverneur à Anjouan par le parti CRC, Dr Zaidou Youssouf est médecin. Ce natif de Mutsamudu issu d'une noble famille est détenteur d'un doctorat d'état en médecine. De 1995 à 1999 il a obtenu un certificat d'études spécialisées à la faculté de médecine de Côte d'Ivoire en ORL et en chirurgie cervico-faciale.

Docteur Zaidou, peu connu sur la scène politique, a bénéficié d'une formation continue à l'Institut Patrice Lumumba-Paris pour suivre des cours d'épidémiologie en IST/SIDA. En 2000, à Yamousskro en Côte d'Ivoire, il a eu une formation technique de chirurgie cervico-faciale.

Un médecin qui a autant servi la technique avant d'être nommé directeur de cabinet chargé de la sécurité intérieure et de la coopération décentralisée du gouverneur Anissi Chamsidine. « J'ai appris et j'ai élargi mon carnet d'adresse sur ce terrain politique » souligne le candidat investi par le parti au pouvoir.

Docteur Zaidou a durant trois ans (1992-1995) occupé le poste du directeur de la santé au niveau de l'île d'Anjouan. Puisque la valeur humaine ne se mesure pas en centimètre, le talent du docteur Zaidou lui a permis de présider durant six ans, le conseil de l'ordre national des médecins (2009-2015).

Pas seulement ce poste, il a patronné le comité EVASAN pour les évacuations sanitai-

res au niveau d'Anjouan au CHR de Hombô. Les commentateurs politiques après l'investiture de Zaidou candidat, laissent croire que « le combat ne serait pas l'affaire d'un agneau, mais carrément d'un éléphant ». Très pieux et dynamique au sens technique et professionnel, son premier poste politique et unique d'ailleurs est la direction de cabinet d'Anissi Chamsidine.

Lors de la présentation officielle des candidats, l'ancien ministre de l'éducation nationale Mohamed Salim Hafi laisse entendre que « le parti majoritaire est la CRC et il a derrière lui la jeunesse et les cadres du pays ».

Nabil Jaffar

PRÉSIDENTIELLE 2024 :

Fahmi Said Ibrahim s'aligne derrière le candidat Juwa

Suite de la page 1

L'annonce a surpris plus d'un puisque son silence sur ce sujet précis, long d'une dizaine de jours, et sa sortie médiatique quelques jours plus tôt au cours de laquelle il a réglé ses comptes avec ses ennemis intimes du Juwa, faisaient l'objet de toutes les supputations. Certains le voyaient candidat indépendant, tan-

dis que d'autre le voyaient claquer tout bonnement la porte du parti Juwa.

« J'annonce solennellement mon soutien à la candidature de Dr Salim Issa Abdillah. Je le soutiens parce qu'il est le candidat choisi par notre président d'honneur Ahmed Abdallah Sambu, l'ancien gouverneur d'Anjouan Salami Abdou, ainsi que les grands électeurs du

parti Juwa », devait-il déclarer, non sans remettre en cause la crédibilité du scrutin du 29 octobre. Un sujet qui décidément absorbe l'esprit de celui qui accuse sans ambages certains dirigeants du parti d'avoir « influencé » le choix d'électeurs. « Je veux surpasser cela. Je veux qu'on regarde de l'avant pour l'intérêt suprême du parti car ce n'est pas le moment de jeter de l'huile sur

le feu », soutient-il, tout de même.

Me Fahmi n'est pas sans savoir que son parti est fragilisé par les querelles internes à savoir les deux clans pro et anti élections. Dans sa rencontre avec la presse, il a annoncé qu'il se réserve le droit de se « repositionner » après les élections. Va-t-il calquer la porte ou va-t-il réclamer que les pendules soient remises à l'heure à propos de son

statut au sein du Juwa ? Trop tôt pour le dire. Ce qui est sûr, celui qui était soutenu par le Juwa à la présidentielle de 2016 en tant que « pneu de secours de Sambu » comme il aime lui-même le répéter avec un brin d'humour, a toutes les cartes en main pour rebondir, tel un phénix qui renaît de ses cendres.

TM

CONCOURS DU RECRUTEMENT D'AVOCATS STAGIAIRES À MOHÉLI

Le barreau saisit le conseil de discipline

Après avoir annoncé la tenue de l'assemblée générale de l'ordre des avocats prévue le 10 décembre prochain, Mohamed Abdoulohab s'est penché sur le concours qui a eu lieu à Mohéli et a informé que Me Nassur sera traduit devant le conseil de discipline pour « avoir violé son serment ».

Devant la presse, Mohamed Abdoulohab a annoncé la tenue de l'assemblée générale de l'ordre des avocats le 10 décembre prochain. « A l'issue de l'assemblée générale du 26 août dernier, le conseil de l'ordre des avocats comoriens a décidé d'organiser l'assemblée générale électorale le 10 décembre prochain », informe-t-il, tout en précisant que tous les membres éligibles du barreau seront convoqués pour élire un nouveau bureau, dans le but de renforcer l'é-

quipe. Le bâtonnier souhaite au futur bureau de continuer le travail accompli par son équipe sortante.

L'autre sujet abordé par le bâtonnier concerne la question épineuse relative au serment des avocats stagiaires tenu au mois d'août dernier à Mohéli. Un sujet qui fait polémique au sein de cette profession, puisque Me Nassur a défendu la thèse selon laquelle la loi autorise la prestation du serment. Et de son côté, Mohamed Abdoulohab dénonce cette procédure engagée par le barreau de Mohéli. Pour exercer au sein des barreaux des Comores, il existe trois procédures à suivre, mais aucune d'entre elles n'a été respectée. Tout d'abord, les barreaux se réunissent pour organiser ce recrutement en parfaite harmonie et convoquent le ministère de la justice. Ensuite, il faut avoir exercé pendant au moins cinq ans en tant que magistrat ou



Me Mohamed Abdoulohab devant la presse.

détenir un diplôme requis. Cependant, tous les candidats doivent prêter serment devant la Cour d'appel pour décider du barreau où ils mettront en pratique leurs compétences », explique-t-il.

Et d'enchaîner : « Me Nassur a bel et bien violé son serment, dénigré la profession et accusé de corruption ». Pour se justifier, le conférencier révèle que quelques billets de banque seraient déboursés par les

stagiaires aux organisateurs. « Ce qui entache la valeur, la déontologie et l'éthique de la profession », lâche le président du conseil de l'ordre des avocats qui, d'ailleurs qualifie de « désordre », ce concours.

Selon lui, le conseil s'autosaisit après avoir constaté ce désordre et se réunira en conseil de discipline lequel Me Nassur, avocat au barreau de Moroni et membre de l'organisation dudit concours sera entendu. « Nous ne pouvons pas tolérer que notre profession et notre déontologie soient bafouées », affirme le président du conseil, qui précise que traduire un confrère devant le conseil de discipline n'est pas significatif de haine ni d'acharnement contre lui mais « c'est pour sauver notre profession », défend-il.

Ibnou M. Abdou

CHANGEMENTS CLIMATIQUES (COP28)

Dubai accueille la COP 28 du 30 novembre au 12 décembre

Une réunion d'induction de la Conférence des Parties de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (COP28), organisée par l'Ambassade des Émirats Arabes Unis à Moroni, a eu lieu ce mardi à Moroni. L'ambassadeur des Émirats Arabes Unis aux Comores a annoncé que plus de 70 000 participants, sont attendus dont des chefs d'État, des ministres et des représentants d'organisations non gouvernementales, du secteur privé, des peuples autochtones et des jeunes.

L'ambassadeur des Émirats Arabes Unis aux Comores Jumuaa Rachid Khamis vient d'annoncer hier mardi, au cours d'une réunion la tenue de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), à Expo City à Dubaï, du 30 novembre au 12 décembre prochain. Selon lui, ce sera la plus grande conférence internationale organisée par les Émirats et la plus importante conférence

mondiale axée sur la lutte contre le changement climatique. « Ce rendez-vous sera témoin du premier résultat mondial, des progrès réalisés dans la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris atteints lors de la conférence COP 21 », avance-t-il, tout en annonçant que les Émirats joueront un rôle de premier plan en aidant toutes les parties concernées à parvenir à un consensus sur une feuille de route claire pour accélérer la réalisation d'une transition ordon-

née, juste et responsable dans le secteur de l'énergie et mettre en œuvre une approche : « ne laisser personne de côté » pour garantir que tout le monde soit inclus dans l'action climatique.

De son côté, le ministre de l'énergie a montré que la politique énergétique mise en place par le pays prône une transition rapide vers les énergies renouvelables. C'est aussi dans le cadre de la mise en œuvre de cette politique que

notre pays a adopté en juillet dernier le code de l'énergie, instaurant ainsi un cadre réglementaire favorable à la promotion et au développement des énergies propres. « Aujourd'hui, la part des énergies renouvelables chez nous représente 7,30% de l'offre énergétique dont le pays a besoin. Il s'agit là d'un niveau très faible compte tenu des ambitions affichées. Mais il est important de préciser que nous travaillons actuellement sur des chantiers d'installation de nouvelles centrales photovoltaïques, qui, une fois mises en service vers la fin de l'année 2025, feront monter la part des énergies renouvelables à hauteur de 80% », avance-t-il.

Et d'ajouter : « Durant la COP28 à Dubaï, nous allons sensibiliser les partenaires et investisseurs potentiels au sujet d'une table ronde que nous souhaitons organiser très prochainement à Addis-Abeba, en collaboration avec l'Union Africaine, dans le but de mobiliser des financements nécessaires à la réalisation de grand projet qui, une fois achevé, garantira à notre pays une souveraineté énergétique responsable et

durable ».

Pour Dr. Mariame Sylla, Coordonateur résident par intérim du Système des Nations-Unies, la COP 28 représente une opportunité majeure pour la communauté internationale de renforcer ses engagements en matière de lutte contre le changement climatique. « Nous devons travailler ensemble pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, accélérer la transition vers les énergies propres et soutenir les pays et les communautés les plus vulnérables face aux effets du changement climatique », souligne-t-elle.

Pour le gouvernement comorien, la réunion de ce mardi était l'occasion pour l'Union des Comores de rassurer à l'ambassade de l'entière disponibilité à soutenir les efforts de la présidence de la COP 28 mais en même temps d'exprimer leurs doléances pour que la Déclaration de Moroni et celle de Nairobi soient référencées dans la Déclaration finale de la COP 28.

Ibnou M. Abdou





UNION DES COMORES
Unité – Solidarité – Développement



MINISTRE DE L'ENERGIE, DE L'EAU ET DES HYDRAUCARBURES

PROJET D'ACCES A L'ENERGIE SOLAIRE AUX COMORES
(P177646)

AGENCE D'EXECUTION DU PROJET (AEP)

AVIS DE RECRUTEMENT
ASSISTANT(E) EN PASSATION DE MARCHÉS

Le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores (PAESC) recrute pour son Agence d'Exécution du Projet (AEP), un(e) Assistant(e) en passation de marchés.

Les candidats intéressés sont priés de prendre connaissance des termes de références en adressant une demande par courrier électronique à l'adresse : aep.paesc@gmail.com

Date de publication : 06 Novembre 2023

**Date limite de dépôt des candidatures :
24 Novembre 2023, 14h00**

1. Principales missions

Sous la supervision du Responsable de Passation de Marchés (RPM), la mission de l'Assistant(e) en passation de marchés est d'assister le RPM ainsi que tout le staff du Projet, dans la planification de la passation de marchés, sa mise en œuvre, ainsi que dans la gestion et suivi des contrats. La mission doit garantir l'application et le respect du Manuel de procédures du Projet en matière de passation de marchés, du Règlement de Passation de Marchés de la Banque Mondiale pour les Emprunteurs, et les principes de la Passation de Marchés.

Il(elle) réalise les tâches ci-après en conformité avec les procédures administratives.

a. Appui à la planification de la passation de marchés :

b. Appui à la mise en œuvre de la passation de marchés :

c. Appui à la Gestion des contrats :

2. Profil et qualification du Consultant

Cette mission nécessite un Consultant individuel répondant au profil ci-après :

* Titulaire d'un Diplôme Universitaire ou d'enseignement supérieur (Bacc+3 minimum) de préférence en droit, ou économie, gestion, commerce, Ingénierie,

* Disposer de connaissances en passation de marchés en général, et des procédures de passation des marchés des Banques multilatérales de développement

* Disposer d'une expérience professionnelle de deux (2) ans minimum à un poste de passation des marchés dans le secteur public ou privé ou avoir assumé des responsabilités similaires dans ce domaine.

* Méthodique et organisé(e), rigoureux(se), et intègre

* Maîtrise parfaite du Français à l'écrit comme à l'oral, et des outils informatiques

* La maîtrise de l'Anglais serait un atout majeur.

(a) L'expérience dans un projet sur financement d'un Bailleur de fonds extérieur notamment des Banques multilatérales, en particulier de la Banque mondiale est un atout ;

(b) Avoir une excellente capacité de planification, de synthèse, de communication et de rédaction;

3. Localisation du poste, durée du contrat et installation

Le poste sera basé dans les locaux dédiés au projet à Moroni aux Comores.

4. Durée du Contrat

Le premier contrat sera d'une durée de 12 mois, assortie d'une période d'essai de 6 mois maximum. Si à l'issue de cette période, l'évaluation des performances est satisfaisante, le contrat sera d'un an renouvelable selon les résultats de l'évaluation annuelle des performances.

5. Constitution du dossier

Les candidats intéressés devront fournir un dossier composé de :

- Une lettre de motivation adressée au Coordonnateur de l'Agence d'exécution du projet (AEP) ;
- Un curriculum-vitae actualisé ;
- Des copies certifiées conformes à l'original des diplômes, certificats et tout autre document attestant l'expérience professionnelle ;
- Une lettre d'engagement à déclarer tout conflit d'intérêt avant l'entrée en fonction ;
- Une copie de la CNI ou du Passeport.

Bien plus, le candidat devra avoir un

casier judiciaire vierge et ne devra pas avoir été révoqué de la Fonction Publique, de la Magistrature ou d'un organisme parapublic ou privé. Des renseignements complémentaires en rapport avec les compétences, l'expérience et l'éthique des candidats présélectionnés pour le poste pourraient être vérifiés ultérieurement.

Les dossiers de candidature adressés sous pli fermé avec la mention « *Candidature au poste d'Assistant(e) en passation de marchés de l'Agence d'Exécution du Projet* » seront déposés au Secrétariat de l'Agence d'Exécution du Projet PAESC, route de Salimani-Sahara-Moroni, Union des Comores, **au plus tard le 24 Novembre 2023 à 14 h 00 précises.**

6. Condition d'emploi

- L'Assistant(e) en passation de marchés sera une personne physique et individuelle rattaché à l'Agence d'exécution du Projet ;
- C'est un poste individuel à temps plein ;

L'Assistant(e) en passation de marchés est appelé à s'abstenir de toute situation qui pourrait le mettre en conflits d'intérêts dans le cadre de la mission qui lui est assignée.



LA BANQUE MONDIALE
BIRD - IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Avis Spécifique d'Appel d'Offres (AA0)

Appel d'Offres pour Fournitures

(Processus à Une Enveloppe)

Appel d'Offres No : KM-AEP SONELEC-379636-GO-RFB

Projet : Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores

Acheteur : Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures

Pays : Comores

Intitulé du Marché : Fourniture de matériels de réhabilitation des réseaux électriques de la SONELEC

Prêt/Crédit/don No : IDA Grant No. E0490-KM, IDA Credit No. 71290-KM

Émis le : 26 Octobre 2023.

1. Le Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures a reçu un financement de la Banque mondiale pour financer le Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores, et à l'intention d'utiliser une partie de ce financement pour effectuer des paiements au titre du Marché de Fourniture de matériels de réhabilitation des réseaux électriques de la SONELEC/ référence KMAEP SONELEC-

379636-GO-RFB.

2. L'Agence d'exécution du Projet (AEP) sollicite des offres fermées de la part de soumissionnaires éligibles et répondant aux qualifications requises pour fournir [les matériels de réhabilitation des réseaux électriques de la SONELEC insérer une brève description des Fournitures de transformateurs, de poteaux et Services Connexes sollicités.

3. La passation du Marché sera conduite par Mise en Concurrence nationale (AON) tel que défini dans le « Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement » de la Banque mondiale en date du mois de Novembre 2020 (Règles de Passation de Marchés), et ouvert à tous les soumissionnaires de pays éligibles tels que définis dans ledit Règlement.

4. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir des informations auprès de l'Agence d'Exécution du

Projet; Naoildine Houmadi, naoildine@yahoo.fr et prendre connaissance des documents d'Appel d'offres durant les heures de bureau de 09h00 à 16h00 à l'adresse mentionnée ci-dessous.

5. Les Soumissionnaires intéressés et éligibles peuvent obtenir un dossier d'appel d'offres complet en langue française en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessous.

Le document d'appel d'offres sera adressé par courrier électronique.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse suivante au plus tard le 05 Décembre 2023 à 14h00, heure de Moroni. La soumission des offres par voie électronique ne sera pas autorisée.

Les offres remises en retard ne seront pas acceptées. Les offres seront ouvertes publiquement en présence des représentants des Soumissionnaires et de toute personne choisissant d'être présente à l'adresse mentionnée ci-dessous à 05 Décembre 2023 à 14h30,

heure de Moroni.

7. Toutes les offres doivent comprendre une Garantie de l'Offre, pour un montant de 15000 USD.

8. L'attention est attirée sur le Règlement de Passation de Marchés exigeant que l'Emprunteur divulgue des informations sur la propriété effective du Soumissionnaire retenu, dans le cadre de la Notification d'Attribution du Marché, en utilisant le Formulaire de Divulgaration des Bénéficiaires Effectifs tel qu'il est inclus dans le document d'appel d'offres.

9. L'adresse auxquelles il est fait référence ci-dessus est :

Agence d'Exécution du Projet,
Projet d'Accès à l'Energie Solaire aux Comores
Naoildine Houmadi, Coordonnateur
Route de Salimani, Sahara, MORONI,
Comore